

CONFACAP

SANTE MENTALE - HANDICAP - DEPENDANCE

DÉMARCHE SCIENTIFIQUE ET CITOYENNE

<http://confcap-capdroits.org>

Journée d'études

Réguler les (in)capacités civiles : perspectives comparées

15 novembre 2018 – Centre universitaire des St Pères

45 rue des Saints Pères 75006 Paris – salle J322 (matin) et J536 (AM)

Les droits des (in)capacités connaissent ces dernières années un infléchissement important dans de très nombreux pays. Conformément aux recommandations de la convention de l'ONU sur les droits des personnes en situation de handicap, des réformes législatives vont dans le sens d'une protection de l'autonomie, de la liberté et du respect des droits des individus. Dans le même temps, le recours à des mesures tutélaires permettant de décider et d'agir à la place, et parfois contre le gré, des personnes dont les facultés sont considérées comme altérées continuent de se multiplier.

Une telle situation explique en partie l'émergence, constatée empiriquement, de regroupements d'acteurs et d'arènes de discussion, dans lesquelles se cherchent et se construisent des outils variés de « régulation intermédiaire » pour évaluer les (in)capacités d'une part, contrôler l'exercice des mesures par des tiers d'autre part.

Dans ce contexte, la journée d'études du 15 novembre 2018 vise à répondre à trois séries de questions :

1/ Comment s'opère le processus d'(in)capacitation ? Qui sont les acteurs impliqués dans l'évaluation des (in)capacités ? Sur quels outils et procédures – formels ou informels – ces évaluations reposent-elles ?

2/ Comment l'exercice des mesures de protection est-il régulé ? Quelles sont les fonctions des instances de contrôle ? Comment s'apparient les besoins et l'offre de protection ?

3/ Les préconisations normatives internationales ont-elles des conséquences sur les législations nationales ? Comment le modèle international de respect de la volonté et des préférences des personnes concernées par ces mesures est-il ou non mis en œuvre ?

Au-delà des résultats théoriques discutés, les journées s'inscrivent dans la démarche Confcap-Capdroits, dans un souci de dialogue avec les acteurs publics et professionnels et de sensibilisation à un enjeu social important.

Programme

9h00-13h : Séminaire académique Regulcap/Acsedroits – salle J322

9h : Mots introductifs : Benoît Eyraud, Julie Minoc, Iuliia Taran

Première table-ronde : Evaluer des (in)capacités : genèse, normes, outils

Anne Saris (professeure, UQAM) : L'évolution de l'office du curateur public et les outils d'évaluation des (in)capacités au Québec

Philippe Morin, Christelle Le Gourrierec, Sophie Tazé (APASE, GESTO) : "Prescrire" une protection juridique : une analyse socio-anthropologique

Wayne Martin (Essex Autonomy Project, Essex University) : Standards of objectivity in capacity assessment : a philosophical perspective

Discussion : Laura Guérin (post-doctorante en sociologie, CMW), et François Joseph Warlet (juge honoraire, Belgique)

Deuxième table-ronde : Réguler l'exercice des mesures de protection : formalisation, contrôle et réflexivité

Pierre Bouttier (Mandataire judiciaire à la protection des majeurs, directeur d'antenne à EVA Tutelles, formateur) : Pratiques de protection à l'épreuve de leur formalisation : une analyse socio-juridique des usages du Document Individuel de Protection des Majeurs

Magali Robelet (MCF en sociologie, université de Lyon) : « Contrôler la protection », tension et limites dans la quête des traces de la mesure

Jean-Philippe Cobbaut (professeur d'éthique médicale, directeur du CEM) : Retours réflexifs sur la mise en œuvre d'un groupe éthique régional

Discussion : Arnaud Béal (post-doctorant en psychologie sociale, GRePS, CMW) et Paul Véron (MCF en droit, DCS, Université de Nantes)

13h-14h : Pause déjeuner

14h : Séminaire ouvert (14h-16h45) : salle J536

14h00 : Réformer les droits des (in)capacités : une mise en perspective internationale

14h00 : *Mots introductifs* : Jean-Philippe Cobbaut, Benoît Eyraud, Farbod Khansari (coordination Confcap-Capdroits)

Cristina Guilarte (professeure de droit à l'université de Valladolid) : L'adaptation du droit espagnol à l'article 12 CNY : l'avant-projet de loi du 22 septembre 2018

Dagmar Brosey (professeure de droit, Université de sciences appliquées de Cologne, Allemagne) : D'un rapport sur les pratiques judiciaires de soutien et protection en Allemagne pour le Ministère fédéral de la Justice et de la Protection des Consommateurs à une commission de réforme : une mise en perspective

Anne Caron Deglise (avocate générale à la Cour de cassation) : Présentation du rapport de mission interministérielle : l'évolution de la protection juridique des majeurs

Lucy Series (Université de Cardiff) : From informality to administrative meltdown: the story of the Mental Capacity Act 2005 and the deprivation of liberty safeguards

15h30 : *Discussion croisée* : Anne Saris (professeure, UQAM), Nacerdine Bezghiche (Capdroits), et Cécile Crozet (Fundation Tutelar)

16h00 : *Discussion générale*

18h45-20h30 : Présentation de l'ouvrage « *Choisir et agir pour autrui ? Controverse autour de la convention de l'ONU sur les droits des personnes handicapées* », à la **librairie La Terrasse de Gutenberg, 9 rue Emilio Castelar 75012 Paris**

Organisation et contacts : benoit.eyraud@ish-lyon.cnrs.fr ; julie.minoc@gmail.com ; ulia.taran@gmail.com